

Zeitschrift: L'exploitée : organe des femmes travaillant dans les usines, les ateliers et les ménages

Band: 1 (1907-1908)

Vorwort: Nos grands-mères

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

« Allons, femmes qui travaillez dans les usines, les ateliers et les ménages: prenez un jour de liberté! Cessez de travailler! (...) Sortons aujourd'hui de toutes les maisons qui nous étranglent: de l'usine bruyante, de l'atelier plein de poussière, du domicile à plafond oblique, sortons toutes! Prenons nos enfants par la main et allons nous asseoir sur les prés verts, au bord des forêts et, en commun avec les camarades qui pensent comme nous et qui désirent ce que nous désirons, fêtons la journée prolétarienne. »

(L'Exploitée, 2.VII.1908)

Nos grands-mères, elles sortaient leurs louches et leurs casseroles pour rythmer les manifs et chassaient à coups de balai les briseurs de grève; elles ne se mariaient pas et expliquaient comment ne pas faire d'enfants; elles prétendaient faire les mêmes études que les hommes; elles publiaient des journaux, organisaient des coopératives de production et des crèches; elles réclamaient le droit au plaisir, à la paresse...

Elles choquaient, nos grands-mères, quand elles fêtaient à leur façon le 1er Mai, il y a septante ans.

L'EXPLOITÉE est un journal de femmes syndicalistes suisses. Il parle de la double misère des femmes, au travail et dans la famille; il parle des tentatives de sortir de cette misère, en Suisse et ailleurs. Cette double révolte, cette double indignation, on la retrouve chez bien d'autres femmes dont les livres d'histoire ne nous parlaient guère, mais dont les noms commencent à réapparaître: Emma Goldman, jeune ouvrière russe émigrée aux Etats-Unis, se consacre à l'agitation anarchiste après la pendaison des six anarchistes de Chicago en 1886; Mother Jones se consacre à l'organisation des mineurs après avoir perdu mari et enfants lors de l'épidémie de fièvre jaune de Memphis, en 1867; Margaret Sanger milite depuis la grande grève du textile de Lawrence (Massachusetts) en 1912. Louise Michel et Séverine, ç'avait été la Commune de Paris qui en avait fait des révolutionnaires; pour Alexandra Kollontai et Vera Figner, ç'avait été la discrimination de la Russie tsariste à l'égard des femmes et le manque de réponse dans le mouvement révolutionnaire d'alors.

Margarethe Faas, quant à elle, lance *L'EXPLOITÉE* après la grève générale du canton de Vaud en 1907.

Toutes ces femmes feront de l'agitation, dans le même mouvement, pour la révolution sociale et pour la libération des femmes de l'esclavage de la maternité non voulue.

* * *

Il ne s'agit pas ici de paraphraser *L'EXPLOITÉE*, puisque ce volume en reproduit les dix-huit numéros¹: leur lecture est suffisamment claire. Mais nous voudrions dire notre plaisir de donner à lire ce journal de Margarethe Faas, pour l'avoir si souvent croisée chez ses amis — les anars Fritz Brupbacher, Gustav Landauer, mais aussi Jules Humbert-Droz — et au fil des lectures, et pour faire connaître un peu de sa vie qui fut de plaies et de bosses, d'illégalisme et de marginalité bien souvent, depuis les balbutiements du syndicalisme jusqu'aux premières marches anti-atomiques.²

Plaisir aussi de donner à lire un mouvement de chez nous, de Suisse romande, pour reconnaître les usines où l'on faisait grève et le quartier où le journal s'imprimait. Plaisir de donner à lire que, parmi les féministes du début de ce siècle, il n'y avait pas que des suffragettes et des carriéristes.

* * *

Quelques années plus tard paraissait à New York *THE WOMAN REBEL*, journal de Margaret Sanger qui est connue pour ses campagnes en faveur de la contraception et oubliée comme anarchiste; le premier numéro³ se donnait gaiement le programme suivant :

« *Les femmes rebelles réclament :*
le droit à la paresse,
le droit d'être mère célibataire,
le droit de détruire,
le droit de créer,
le droit d'aimer,
le droit de vivre. »

* * *

1) La collection provient de la bibliothèque du CIRA, à Genève.

2) Sa biographie n'a jamais été menée à bien; des informations sont toutefois contenues dans le travail de Monica STUDER: *L'organisation syndicale et les femmes, l'action de Margarethe Faas-Hardegger à l'Union syndicale suisse (1905-1909)*; mémoire de licence, Université de Genève, 1975, 92 p.

3) réédition: New York, Archives of Social History, 1976; ed. by Alex Baskin.

I.

En 1904, la Fédération suisse des syndicats professionnels mettait au concours un poste de secrétaire féminine, conformément à la décision d'un récent congrès. Des deux candidates, ce fut Margarethe Faas qui fut retenue. Elle voyait ainsi son poste futur :

«La secrétaire aura à se vouer tout particulièrement à l'organisation du prolétariat féminin qui, tel qu'il est aujourd'hui, forme un grand obstacle au libre développement du mouvement ouvrier. Il faudra donc faire entrer l'ouvrière dans ses syndicats respectifs et la rattacher à ses collègues masculins pour qu'elle marche de concert avec eux, ayant les mêmes intérêts et le même but — «l'affranchissement du joug capitaliste». Et puisqu'en Suisse nous n'avons pas encore d'inspectrice du travail, la secrétaire aura encore à faire la besogne de celle-ci, c'est-à-dire qu'elle aura à s'occuper de la vie intime de l'ouvrière de fabrique et de celle à domicile, elle aura à tirer d'elle les plaintes se rattachant au métier, que la femme dit si difficilement à l'homme... »⁴

La lettre de candidature de Marg. Faas donnait quelques indications biographiques: née à Berne en 1882, après l'école obligatoire elle fut envoyée en pensionnat pour lui faire passer *«l'esprit de contradiction et les bourdes socialistes. On eut pour résultat justement le contraire; lorsque je revins de la Suisse française, les bourdes avaient passé, c'est vrai, mais au lieu des bourdes, il y avait des principes et des opinions arrêtés — fort désagréables à un milieu bourgeois.»*

Après avoir travaillé quelque temps aux PTT, elle commence des études de médecine, déjà mère de famille. *«Mais, ayant reconnu combien tout le savoir du médecin est infructueux si nous ne supprimons pas la cause de toute maladie, la misère; ayant reconnu les sources de la misère dans l'ordre social actuel et les mauvaises lois qui le représentent, je changeai de plan et j'étudiai le droit dans l'intention de mettre plus tard au vrai profit de l'humanité les connaissances que j'acquerrais.»*

Pendant ses études déjà, elle organise des cercles de discussions, contribue à créer des syndicats, participe à des négociations et à des conflits. *«Aujourd'hui mes forces sont divisées; c'est pour terminer cet état de division intérieure que je viens m'annoncer comme candidate pour le nouvel emploi.»*

⁴) Fédération suisse des syndicats professionnels, circulaire du Comité fédéral aux sections; Berne, Bibliothèque de l'USS 3/8, 1904.

La création du secrétariat féminin se fait au moment où la Fédération suisse des ouvrières, constituée vers 1890 sous l'impulsion de Luise Steck, Clara Zetkine, Angelica Balabanoff, adhère à l'USS. L'organisation des femmes n'est guère favorisée par les ouvriers syndiqués, qui y voient une concurrence aux sections existantes. En 1905, un accord est passé entre l'Union syndicale et la Fédération des ouvrières: celle-ci organisera avant tout les travailleuses à domicile et les employées de maison, les blanchisseuses, repasseuses, etc.; elle contribuera à la formation des travailleuses sur le plan syndical, social et politique et encouragera les ouvrières d'usine à adhérer aux syndicats d'industrie (*Beilage zur VORKAEMPFERIN, 1. Mai 1906*). A cette époque, les ouvrières syndiquées sont quelque 3000, soit 1 ½ pour-cent de l'ensemble des syndiqués; elles sont recrutées surtout dans le textile, les tabacs et le papier.

En 1906 paraît le premier numéro de l'organe de la Fédération, sous la responsabilité de la secrétaire de l'USS: *DIE VORKAEMPFERIN*, qui tire à 2000 exemplaires après un an. Le 1er mai 1907, les efforts d'organisation en Suisse romande ont porté suffisamment de fruits (pendant des années, Margarethe Faas va donner plus de cent conférences par an) pour que *L'EXPLOITÉE* soit lancée à dix mille exemplaires. En 1908, chacun des deux journaux paraît à 2400 exemplaires en moyenne.

Très vite pourtant, la secrétaire féminine sera en conflit avec le Comité syndical fédéral. Elle dénonce non seulement les mauvais traitements dont les femmes sont victimes à l'usine, mais aussi ceux que leur font subir leurs maris et pères; elle prône l'action directe et ne respecte pas volontiers la voie hiérarchique; elle s'insurge contre les expulsions et arrestations d'«agitateurs étrangers».

Au printemps 1907, les ouvrières de la fabrique de cigares Vautier, à Yverdon (aujourd'hui propriété de British-American Tobacco Co.) demandent à Margarethe Faas de venir leur exposer le fonctionnement des syndicats et souhaitent s'affilier à la Fédération des travailleurs de l'alimentation. Aussitôt les patrons les licencient en bloc. Le soutien de la centrale syndicale nationale tarde à venir, sous prétexte que le syndicat des cigarières n'y est pas encore affilié. En vérité, ce sont les armes choisies dans cette lutte qui lui font peur, les actions directes entreprises: boycott des tabacs Vautier et constitution d'une coopérative de production.

Margarethe Faas et ses compagnes trouvent en revanche une solidarité immédiate auprès des Unions ouvrières (syndicalistes révolutionnaires) de Suisse romande; leur organe, *LA VOIX DU PEUPLE*, se joint à *L'EXPLOITÉE* pour promouvoir le boycott des produits Vautier, les dénichant sous tous leurs noms d'emprunt, éditant par dizaines de milliers des étiquettes de propagande: «*Camarade, si tu fumes des Marocaines, tu es un faux frère, un traître!*» Les journaux demandent aussi à leurs lecteurs et aux sections de verser des parts sociales pour la constitution d'une coopérative de cigares et cigarettes, d'entente avec la coopérative Helvetia à Menziken-Burg (Argovie), créée pour des raisons analogues.

En été 1909, le boycott des produits Vautier se termine en raison de la capitulation du patron qui accepte de réintégrer les ouvrières licenciées et de reconnaître leur syndicat. La coopérative de production, quant à elle, continuera de fonctionner quelques années encore et offrira des produits de rechange lorsque ce sera au tour des tabacs Burrus, de Boncourt, d'être boycottés...

* * *

C'est à la même époque, au printemps 1909, que Margarethe Faas quitte le secrétariat de l'Union syndicale, usée par des années de conflits et victime probable de la réorganisation des organes directeurs, en novembre 1908. *L'EXPLOITÉE* a cessé de paraître en octobre 1908; le numéro d'avril 1909 de *DIE VORKAEMPFERIN* publie la lettre d'adieu de la rédactrice:

« Au cours des quatre dernières années, mes conceptions ont évolué de telle sorte qu'il paraît que je n'ai plus ma place parmi vous comme secrétaire et rédactrice. C'est une évolution lente et irréversible qui m'a amenée à fréquenter surtout les plus pauvres, les plus misérables, les couches sociales les plus basses auxquelles nous, travailleuses, appartenons — et pour les plus désespérés, il n'y a d'espoir, de salut, de vie que dans une société entièrement nouvelle.

Mon seul désir aujourd'hui est de contribuer, avec des camarades qui ont les mêmes opinions que moi, à construire cette nouvelle société; de vous montrer comment on peut vivre et travailler sans le système des salaires, sans exploitation — librement.

Voilà pourquoi l'on me dit que je ne conviens plus. »

A ce moment-là, il y a 7400 femmes syndiquées, soit deux fois et demie autant qu'en 1904, représentant dix pour-cent des effectifs de l'Union syndicale; la moitié d'entre elles sont dans le textile, un quart environ dans l'horlogerie, une fraction importante dans l'alimentation et les tabacs.

Margarethe Faas sera plus libre alors de propager et de vivre ses idées anarchistes, sans craindre la désapprobation du Comité fédéral. Elle lui écrit d'ailleurs, dans sa lettre de démission: *« Mon expérience dans l'affaire d'Yverdon et à d'autres occasions ont éveillé en moi un immense dégoût de la bureaucratie centraliste et de son lourd appareil pseudo-étatique. C'est ce dégoût qui m'a finalement amenée, ce printemps, à démissionner de mon poste de secrétaire syndicale. »*⁵

DIE VORKAEMPFERIN continuera de paraître jusqu'en 1920, devenant en 1915 le *« journal des travailleuses social-démocrates de Suisse »*.

5) Bibliothèque de l'USS 3/8, juin 1909

II.

Le mouvement syndicaliste révolutionnaire, implanté surtout en Suisse romande, tandis que la Suisse allemande connaît déjà un syndicalisme institutionnel et intégré, est à son apogée en 1907. La Fédération des Unions ouvrières de Suisse romande a 7000 membres; son organe, *LA VOIX DU PEUPLE*, paraît de 1906 à 1914. La centrale nationale réformatrice, Fédération suisse des syndicats professionnels (qui prendra plus tard le nom d'Union syndicale suisse, USS), a dix fois plus de membres à la même époque; il y a en Suisse sept à huit cent mille ouvriers et ouvrières dans l'industrie.

Les Unions ouvrières romandes, cousines des syndicats révolutionnaires français et italiens, regroupent les syndicats sur le plan local. Le triste exemple des partis ouvriers de cette région du pays, fortement influencés par le Parti radical (né des révolutions de 1848) et compromis électoralement, les encourage à l'anti-parlementarisme. Elles ne croient guère à la démocratie parlementaire, et pas non plus à l'armée de milice, vertu dont se pare la Suisse et instrument dont usent de plus en plus fréquemment les patrons pour briser les grèves et réprimer l'agitation. Cette conception globale de la révolution sociale ne se borne pas à souhaiter l'amélioration de la condition ouvrière. Et lorsque c'est de cela qu'il s'agit, on n'ira pas parler aux patrons autour de la table de négociations: les syndicalistes révolutionnaires mettront en oeuvre des moyens proprement prolétariens, d'action directe — grève générale, boycottage, sabotage.

Dans chacun de ses numéros, *LA VOIX DU PEUPLE* publie la liste des ateliers et des professions mis à l'interdit ainsi que la liste des produits à boycotter. Deux grandes grèves générales marquent l'histoire du syndicalisme révolutionnaire en Suisse romande: celle de Genève en 1902, après une grève des employés des tramways où la direction de la Compagnie n'avait pas la sympathie de l'opinion publique, et celle du canton de Vaud en 1907, lors de la grève des chocolatiers d'Orbe et Vevey, chez Peter-Kohler (firme qui sera plus tard absorbée par le plus gros appétit de la branche, Nestlé).

Quand on ne peut plus parler aux patrons, parce qu'ils répriment toute tentative d'organisation en licenciant à tort et à travers, on se passe d'eux et on crée des coopératives. C'est dans ce contexte que s'inscrit la coopérative des cigarières d'Yverdon, dont parlent nombre d'articles de *L'EXPLOITÉE*. D'autres existent ailleurs, moyens de lutte pratique lorsque ateliers ou commerces sont mis à l'interdit ou pour soutenir des boycottages: des cafés et lieux de réunion d'abord (Cercle coopératif de Genève, de Nyon); puis le salon communiste de coiffure de Genève, à la rue Vallin, qui sera imité à Lausanne, l'imprimerie des

Unions ouvrières de Lausanne, à La Perraudettaz, la boulangerie communiste de Genève. En 1902 déjà, la grève générale de Genève avait été efficacement soutenue par la distribution de repas des cuisines communistes, gérées par les anarchistes du RÉVEIL.

Ce faisant, les syndicalistes révolutionnaires restent conscients du fait que les coopératives sont un instrument de lutte, plus ou moins durable, un exemple d'alternative, mais non « *le moyen d'opérer l'affranchissement complet du prolétariat, qui ne peut avoir lieu que par la révolution sociale internationale* », et que « *la coopération est la forme sociale qu'adoptera le travail après l'émancipation des travailleurs* », comme le déclaraient déjà les militants jurassiens en 1870. Il ne s'agit pas de faire des ouvriers de nouveaux bourgeois, de nouveaux gestionnaires du capital.

III.

« Mais, chères camarades, il ne faut pas chercher des moyens quand c'est trop tard. Nous sommes toutes d'accord pour constater que l'avortement est un fait social qui, dans la société actuelle, s'impose souvent comme une véritable nécessité. Mais je ne puis les faire et je ne connais personne qui brave la loi sans se faire payer cher, et nous sommes pauvres. Il faut prévenir la grossesse par des moyens anti-conceptionnels que je puis indiquer. Mais il ne faut pas attendre, pour me demander ces moyens, qu'un malheur soit arrivé. »

(L'Exploitée, 8.XII.1907)

A peine Margarethe Faas avait-elle fait passer cette note dans son journal que les lettres affluaient par centaines à la rédaction. Elle décidait alors de faire imprimer une circulaire explicative. En décembre 1908, *LA VOIX DU PEUPLE* annonce qu'elle a imprimé une circulaire à 10 000 exemplaires, en sus des livres et brochures qu'elle annonce dans son service de librairie.

Les « moyens préventifs » dont on parle à l'époque, outre l'information de base sur la physiologie et les organes sexuels, sont la méthode des températures et le pessaire pour les femmes, la capote anglaise et, déjà, la vasectomie pour les hommes. C'est surtout dans les milieux anarchistes et libres-penseurs que se fait une propagande anti-conceptionnelle, contre les tabous de l'Eglise et les besoins de la grande industrie : pourquoi les familles de la haute société n'ont-elles que deux ou trois enfants, tandis que les femmes ouvrières donnent naissance à cinq

à dix enfants, dont plusieurs ne survivent pas? Pourquoi les gouvernements mènent-ils une politique particulièrement nataliste pendant les guerres et en période coloniale? Pourquoi des journaux sont-ils saisis pour obscénité, et leurs éditeurs condamnés, pour avoir parlé de limitation des naissances?

C'est en France et aux Pays-Bas que se développe le plus tôt le «néo-malthusianisme»; un congrès international se tient à Paris en 1900, qui diffuse autant que faire se peut les techniques de prévention des naissances et d'avortement. Si la répression est la plus forte aux Etats-Unis, elle existe partout: Paul Robin, E. Armand, Charles et Jeanne Humbert en France, Pierre Ramus en Autriche, Margaret Sanger et son équipe à New York, Henri Baud et Margarethe Faas en Suisse, ainsi que les médecins zurichois Fritz Brupbacher et Max Tobler seront tous poursuivis, mis à l'index, voire condamnés pour avoir été les pionniers d'une information qui mettra encore un demi-siècle à être tolérée, ou pour avoir pratiqué des avortements et des vasectomies. Les ouvrages de Havelock Ellis et du médecin suisse Auguste Forel seront publiés dans une semi-clandestinité avant d'être assurés d'une diffusion large et durable.

A la différence des bourgeoises bien intentionnées, *L'EXPLOITÉE* voit dans la propagande anti-conceptionnelle un des moyens de libérer les femmes du peuple, de les encourager à s'organiser et à lutter pour de meilleures conditions de vie. Elle s'oppose avec vigueur à la «prostitution légale» que représente trop souvent le mariage ainsi qu'à la répression exercée contre la prostitution tout court, sans que ses causes sociales profondes ne soient dénoncées. Elle revendique pour les femmes des assurances maladie et des congés de maternité payés, en ne manquant pas d'avertir ses lectrices des pièges de la légalité bourgeoise et de la bureaucratie. Elle ne se bat pas pour le suffrage féminin mais contre les discriminations dont les femmes sont victimes.

La version allemande du journal est bien plus discrète encore sur ces points, probablement parce que le comité de l'Union syndicale la contrôle de plus près. Après le départ de Margarethe Faas, le journal fera campagne pour le vote des femmes, pour l'inscription dans la stricte légalité des droits des travailleuses à domicile, des mères célibataires et des jeunes domestiques, pour la généralisation de l'enseignement ménager. L'autonomie des femmes n'est pas un enjeu syndical.

* * *

